



**HAL**  
open science

## Introduction : Le travail, entre agir et pâtir

Emmanuel d'Hombres, Riccardo Rezzesi

► **To cite this version:**

Emmanuel d'Hombres, Riccardo Rezzesi. Introduction : Le travail, entre agir et pâtir. Revue CONFLUENCE Sciences & Humanités, 2023, 3, pp.11-26. hal-04099115

**HAL Id: hal-04099115**

**<https://hal.science/hal-04099115>**

Submitted on 16 May 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Introduction

## Le travail, entre agir et pâtir

**Emmanuel D’HOMBRES**

UR CONFLUENCE : Sciences et Humanités [EA1598]

UCLy, Lyon, France

**Riccardo REZZESI**

UR CONFLUENCE : Sciences et Humanités [EA1598]

Chaire Vulnérabilités

UCLy, Lyon, France

### Résumé

Tout au long de l’histoire de la pensée, du fond de l’âge grec, depuis H siodo et au-delà, comme dans la tradition biblique, nous retrouvons trace de l’ambivalence du travail, bipolarité inscrite au cœur même de l’expérience laborieuse. Le travail est une activité tant  rangée du côté de l’action, voire de la création, dans ce que ces registres contiennent d’éminemment positif pour l’être humain, tant  du côté de l’infortune et de la nécessité, nous rappelant à notre finitude ; tant  considérée comme une punition, une calamité, un malheur, accidentel ou principiel, tant  comme un moyen de salut, de libération, d’accès à la sphère éthique et à la reconnaissance, à la vie plénière de l’être. Par-delà leur diversité d’approche et de terrain, les études réunies dans ce numéro se retrouvent dans l’exigence d’honorer la bipolarité de l’agir et du pâtir qui caractérise la question (les questions) du travail. C’est à l’analyse de cette bipolarité, ou ambivalence, de l’expérience laborieuse que nous avons consacré cette introduction, en interrogeant, en même temps, la « place » (sens, valeur, réaffirmation ou perte de sa centralité) que le travail occupe dans nos sociétés.

**Discipline :** Philosophie

**Mots-clés :** travail, agir, pâtir, ambivalence, humanisme

## Généalogie d'un débat

D'Aristote à Marx, de la Grèce antique à nos jours, le travail s'est imposé comme un thème récurrent de l'histoire de la pensée (Vatin, 2008 ; Fischbach *et al.*, 2022). Qu'il s'agisse d'interroger son rôle dans la genèse ou la consolidation du lien social ou dans la définition de l'identité individuelle, qu'il s'agisse de lui reconnaître une rationalité strictement fonctionnelle et instrumentale ou d'inclure dans sa compréhension d'autres fins, par exemple, éthique et politique (Habermas, 1999) ; de l'envisager comme répondant à des nécessités biologiques ou à des motifs qui dépassent l'intérêt individuel (Dejour, 2009 ; Vatin, 2014) ; que l'on décide de lui accorder une place prééminente ou marginale dans la structuration des différents collectifs, de la famille à l'État, en passant par l'entreprise et la société civile (Hegel, 1817 ; Hughes, 1958), composant la société, ou encore de lui attribuer ou non un statut privilégié en tant que voie d'accès au domaine métaphysique ou à la vie spirituelle (Weil, 1943), les controverses n'ont cessé, en Occident tout du moins, concernant l'extension, la compréhension et la portée du travail, assurément « sujet de réflexion majeur » (Fischbach *et al.*, 2022, pp. 10-12), véritable topique du débat intellectuel et public.

Les études rassemblées dans ce numéro s'inscrivent dans cette longue généalogie réflexive en puisant dans les différentes traditions disciplinaires des sciences sociales (économie, psychologie, sciences de gestion, droit), de la philosophie et de la théologie, les ressources permettant d'éclairer différents aspects de cette expérience et institution fondamentale qu'est le travail humain dans toute l'amplitude de sa phénoménalité, c'est-à-dire non seulement de son « essence » (le travail en soi), mais aussi à partir des conditions effectives et concrètes de sa réalisation, à la lumière de contextes modernes ou plus anciens. Si certains articles s'en tiennent à une approche empirique et descriptive conforme aux canons méthodologiques disciplinaires, d'autres assument volontiers une posture normative et critique, amenant leurs auteurs à diagnostiquer des dysfonctionnements de l'expérience laborieuse en lien avec certains contextes institutionnels, à poser des jugements sur l'évolution passée, présente ou à venir du travail, voire à avancer des propositions de transformation comme autant de remèdes ou de thérapeutiques face à ce qui s'apparente à une pathologie du travail. Mais par-delà leur diversité d'approche et de terrain, les études réunies conjuguent toutes le même souci d'honorer la bipolarité de l'agir et du pâtir inscrite selon nous au cœur de la problématique du travail. C'est à approfondir l'analyse de cette bipolarité que nous voudrions à présent consacrer les lignes qui vont suivre à l'abord de ce numéro.

## Le travail et son ambivalence

S'il est possible de généraliser et de catégoriser sur pareil sujet, nous nous risquerions à la proposition suivante. Les humains n'ont jamais cessé de témoigner d'une profonde ambivalence à l'égard du travail. Être au travail, faire son travail, travailler... : voilà une expérience aussi fondamentale qu'ordinaire pour la plupart des hommes et des femmes, et pourtant cette expérience demeure « mystérieuse » et même paradoxale, en ce qu'elle est à la fois et simultanément valorisée et dévalorisée par ceux qui la vivent, à des titres et des degrés divers selon les contextes (Schwartz, 1995 ; Clot, 1999 ; Bernoux, 2015). Activité tantôt rangée du côté de l'action voire de la création, dans ce que ces registres contiennent d'éminemment positif pour l'être humain, tantôt du côté de l'infortune et de la nécessité, nous rappelant à notre finitude ; tantôt considérée comme une punition, une calamité, un malheur, accidentel ou principiel, tantôt comme un moyen de salut, de libération, d'accès à la sphère éthique et à la reconnaissance, à la vie plénière de l'être. Du fond de l'âge grec, depuis Hésiode et au-delà, comme dans la tradition biblique, nous retrouvons trace de semblable ambivalence, de cette bipolarité inscrite au cœur même de l'expérience du travail (Vernant, 1965 ; Mossé, 1966 ; Finley, 1984).

Bien sûr, les traditions et les cultures accusent des traits qui les distinguent voire les opposent quant à l'importance accordée à chacune de ces polarités constitutives de la problématique du travail, en lien avec leur spiritualité religieuse et leur idéologie sociale et politique. Exemple massif et le plus connu : alors que pour les Grecs ou les Romains, l'homme se réalise essentiellement *en dehors* du travail, s'accomplissant dans le temps du loisir, le temps pour soi (*otium*) plutôt que dans le temps des affaires (*negotium*)<sup>1</sup>, pour les modernes héritiers de John Locke et d'Adam Smith, le travail est devenu le moyen par excellence d'appropriation de soi et du monde<sup>2</sup>, s'affirmant comme une valeur centrale de la civilisation occidentale et une norme fondamentale du vivre-ensemble. Singulier retournement des valeurs.

Mais cette inversion de polarité n'est jamais totale. Tout travailleur qu'il est, le paysan propriétaire (par contraste avec le commerçant), l'indépendant (par contraste avec le salarié), emporte toujours avec lui une certaine considération sociale en Grèce ancienne (Vernant, 1965 ; Vernant et Vidal-Naquet, 1988 ; Will, 1999). Il en est de même pour certaines classes d'oisifs dans l'Occident moderne, en premier lieu des clercs, alors que symétriquement dans le même temps l'indignité sociale frappe l'ouvrier des grandes fabriques, « main d'œuvre industrielle de réserve » pourtant figure paradigmatique du travailleur des sociétés modernes industrielles (Hatzfeld, 1974 ; Castel, 1995). Il subsiste toujours un résidu d'ambiguïté attaché à la condition du travailleur, qui interdit sa catégorisation au sein d'une seule dimension axiologique. Des raffinements et élaborations secondaires accompagnent d'ailleurs historiquement ces processus d'inversion de polarité, qui permettent de conjurer la menace de la disparition du clivage de l'agir et du pâtir *au sein* même de l'expérience de travail. Ainsi en est-il de celles qui consistent à reconnaître et concentrer l'essentiel de la positivité axiologique sur un type d'expérience tierce – ni travail, ni à proprement parler non-travail (par exemple la contemplation par rapport à l'action, l'œuvre par rapport au travail...) – et ainsi à « triangulariser » la relation au travail (Arendt, 1963). D'autres stratégies, empruntées par certaines cultures ou époques, ont consisté en des propositions visant à « désensorceler » le travail de son ambivalence intrinsèque menaçante. Que ce soit en l'extériorisant de diverses manières, par exemple en clivant la catégorie du travail en deux sous-espèces distinctes, sur l'une desquelles on fait reposer l'entièreté de la malédiction laborieuse (les arts libéraux *contre* les arts mécaniques, les tâches de direction *contre* les tâches d'exécution...) (Schuhl, 1938). Ou que ce soit en euphémisant, sans pour autant le faire totalement disparaître, le clivage de l'agir et du pâtir – par exemple en déplaçant ledit clivage au sein d'une des deux polarités (Ricœur, 2005). Des façons diverses de conjurer encore une fois le risque d'unidimensionnalité (Marcuse, 1966).

## Une centralité perdue ?

Qu'en est-il du sens et de la valeur du travail aujourd'hui dans nos sociétés ? Notre époque fait-elle exception et s'est-elle définitivement affranchie – comme nous invitent à le croire certains essais polémiques (Forrester, 1996 ; Rifkin, 1997) – de l'expérience quasi-anthropologique d'un travail à double face, positive et négative indissociablement, d'un travail-bifrons, à l'instar du dieu romain Janus à deux visages, maître des seuils et des passages ? Sa centralité et sa valeur dans la vie humaine et dans la vie sociale sont, aujourd'hui, largement et de plus en plus discutées (Terressac, 1992 ; Desjours, 2009 ; Linhart, 2015), en lien avec les évolutions économiques et sociétales *ad extra*, notamment l'accroissement des temps non travaillés (loisirs, formation, retraite). Mais ce serait

---

<sup>1</sup> « *Soli omnium otiosi sunt qui sapientiae vacant, soli vivunt* » (les seuls hommes qui aient du loisir sont ceux qui se reposent dans la sagesse, seuls ils vivent) (Sénèque, 1989 : chapitre XIV).

<sup>2</sup> Rappelons que pour Locke, chaque homme « a un droit particulier sur sa propre personne, sur laquelle nul autre ne peut avoir aucune prétention. Le travail de son corps et l'ouvrage de ses mains, nous le pouvons dire, sont son bien propre. Tout ce qu'il a tiré de l'état de nature, par sa peine et son industrie, appartient à lui seul : car cette peine et cette industrie étant sa peine et son industrie propre et seule, personne ne saurait avoir droit sur ce qui a été acquis par cette peine et cette industrie, surtout, s'il reste aux autres assez de semblables et d'aussi bonnes choses communes » (Locke, 1999 [1690], II, § 27).

présomptueux d'affirmer qu'il s'agit d'une position périmée, d'un *has been* de la représentation du travail<sup>3</sup>. Nous nous retournons d'ailleurs volontiers vers l'Antiquité pour nous figurer un modèle, en cherchant ailleurs et non plus dans le travail, dans les loisirs notamment, les conditions d'une vie « accomplie » ou « réussie » (Brague, 1992).

Par ailleurs, force est de constater que les dernières décennies ont été marquées par une attention croissante aux maux du travail, dont les nombreuses « pathologies » (souffrances, chômage, suicides, *burn out*, etc.) jouent un rôle dans la vulnérabilisation de nos sociétés : des crises sociales à la crise de la démocratie (Rosanvallon, 2006), du déclin des institutions (Dubet, 2002) à l'appauvrissement des écosystèmes.

Au vu des crises qui l'affligent et le dépassent, le travail regagne *de facto* une centralité paradoxale, retrouvant une place prééminente dans l'agenda politique. Ainsi, il semble presque risible aujourd'hui que, dans les débats en sciences humaines et sociales des années 1990, on ait pu annoncer sans trembler la mort ou la fin du travail (Méda, 1995 ; Forrester, 1996 ; Rifkin, 1997). La question, les questions du travail se présentent dans notre contemporanéité comme plus vivantes que jamais. Redécouvrant la centralité du travail, nous en redécouvrons la radicale ambivalence, tout comme l'extrême complexité des questions que le fait de travailler adresse à l'être-au-monde : travailler est-il une source de dépendance, de servitude ou une forme de libération, de réalisation de soi ? Si les crises du travail en témoignent la vivante centralité, à quel type de société nous renvoie cette centralité ? Vivons-nous dans une « société de travail » (Habermas, 1999) qui réduit le travail au labeur, l'absorbant dans une logique productiviste ? Ou bien est-ce que commence à prendre forme une « société du travail », une « Cité du travail » (Trentin, 2012) où le travail participe tant à la création de la valeur qu'à l'émergence de nouvelles formes de solidarité ? À bien y regarder, la centralité persistante du travail dans nos sociétés ne se prête pas à une interprétation univoque. Au contraire, l'actualité des discours sur le travail reflète *in abstracto* l'ambivalence propre à l'expérience vécue du travail.

Au centre des changements qui traversent le monde contemporain, le travail subit, lui-aussi, des métamorphoses, des mutations profondes, des crises à l'issue incertaine. Des phénomènes *ad intra*, tels que la financiarisation ou la digitalisation des relations économiques (Casilli, 2019), remettent aujourd'hui en cause la raison d'être du travail, tant sur le plan individuel – comme réalisation de soi – qu'au niveau collectif – comme « fondement de l'ordre social » (Méda, 2018, pp. 3-5), obligeant derechef les contemporains à remettre sur l'écheveau la question du sens du travail, mais pour des raisons qui tiennent cette fois aux évolutions qui affectent son contenu propre. Le travail étant de plus en plus « invisibilisé » (Gomez, 2013), dématérialisé, réduit à des données quantifiables, nous ne pouvons que questionner sa place dans notre horizon culturel. Travailler demeure-t-il un « fait social total » (Méda, 2018, pp. 3-5), comme l'affirmait naguère Marcel Mauss (1923), déterminant à la fois les conditions de vie des individus dans la société et le « fonctionnement » de la société dans sa complexité ? Ou bien assistons-nous à une nouvelle transfiguration de nos valeurs, de notre regard sur le travail, désormais davantage considéré comme un obstacle que comme un facteur d'épanouissement ? De récents phénomènes – il suffit de penser à la « Grande Démission » (*Great Resignation*)<sup>4</sup>, ou au développement contemporain de l'éco-anxiété, à laquelle l'une des études

---

<sup>3</sup> Il est notable qu'une partie des critiques adressées au travail se concentrent, en réalité, moins sur le travail en soi, sur le fait de travailler, que sur les conditions effectives dans lesquelles le travail est exercé, ce qui ouvre droit à une reconquête du sens bien plutôt qu'à une volonté de dépassement ? Dans cette hypothèse, nous serions confrontés aujourd'hui moins à une *éclipse* du travail humain censée être bientôt surmontée ou dépassée par la prochaine vague d'avancement technologique, qu'à une *crise de sens* alimentée par la fragilisation de ses modalités d'exercice (Clot, 1995), voire à une *perte de sens*, nourrie par un sentiment d'inutilité associé à un *certain* travail, un travail n'ayant pas un impact réel sur la société (Graeber, 2018).

<sup>4</sup> Phénomène de démissions qui touche, en particulier, les États-Unis à la suite de la pandémie de Covid-19. Des dizaines de millions d'Américains ont quitté leur poste depuis mars-avril 2020, en se déclarant « insatisfaits » de leur travail : « La grande démission », puisqu'elle se trouve ainsi nommée, dont les effets se font ressentir en France comme dans toutes les démocraties industrielles, et dont le spectre plane aujourd'hui sur la France, s'énonce comme une renonciation à un travail conçu comme fin en soi mais incapable d'offrir le moindre sens », lit-on dans le journal

suivantes est consacrée – semblent aller dans cette direction, alimentant une dé-valorisation du travail, en proie à une marchandisation déshumanisante.

## Quelques axes d'exploration

Les études ici rassemblées seront l'occasion de travailler quelques grandes lignes de cette antinomie axiologique, de cette bipolarité de l'agir et du pâtir qui anime la problématique du travail. Nous en repérons quatre principales, à laquelle se rattachent, à différents degrés et selon des modalités diverses, les études présentées dans ce numéro de la *Revue CONFLUENCE : Sciences & Humanités*. Mais la liste n'est pas exhaustive, et d'autres sont également explorées dans les différentes contributions :

1) un agir et un pâtir du travail, dans un rapport qui va de l'opposition la plus franche et accusée (inclinant par exemple le chercheur à « pathologiser » certaines situations de travail, à distinguer des formes normales et des formes anormales de travail, comme dans l'étude de Pierre-Éric Sutter, Loïc Steffan et Dylan Michot, aux formes d'articulation les plus dialectiques, les moins disjonctives (conduisant par exemple à penser le travail comme une modalité indissociablement « active-passive », comme en psychanalyse on parle du travail de la peine ou du travail du deuil), instaurant des zones grises de transition où se retrouvent la grande majorité des travaux humains.

2) un agir et un pâtir dans le rapport au travail, selon que la relation entre ces affects fondamentaux et le travail est assimilée à un rapport intrinsèque et catégorique (comme dans la notion de « travail ramifié » du philosophe Joseph Vialatoux (1953), selon lequel le travail est source en tant que telle d'« agir social », de solidarité, quel que soit l'environnement institutionnel où il s'inscrit), ou bien à un rapport plus ou moins extrinsèque, accidentel et hypothétique (notamment dans la sociologie institutionnaliste néo-durkheimienne, attentive à replacer les jugements bons ou mauvais sur le travail au sein d'un contexte culturel et historique qui les conditionne). Poursuivant cette ligne, on peut être amené à complexifier et subdiviser le clivage, par exemple à valoriser des formes de travail reconnues cependant comme pénibles (travail agricole chez les anciens par exemple, dans la mesure où il est le fait d'indépendants ; travail ouvrier chez les modernes, dans la mesure où il est attaché à un statut salarial) et à dévaloriser des formes de travail pourtant jouissives ou en tout cas moins pénibles et davantage rémunératrices (le commerce chez les anciens par exemple).

3) un agir et un pâtir du travail *versus* des travaux, selon que l'on envisage l'activité de travail dans une perspective unitaire et monolithique, consistant à voir cette dernière comme une pratique fondamentalement clivée au plan axiologique (rapprochant ainsi le travail d'autres activités, tel le sport), par-delà la pluralité de ses expressions (Vernant, 1965 ; Finley, 1984), ou que l'on adopte une approche nominaliste et pluraliste consistant à apprécier et à classer les différents métiers ou travaux à l'aune de ce double critère de l'agir et du pâtir. Le curseur de l'actif et du passif, ou pour parler en termes utilitaristes, de la peine et du plaisir dans le travail, pouvant alors révéler des écarts importants, au point de nous interroger sur l'idée même d'une catégorie générale et unifiée de travail.

4) Un agir du pâtir du travail, pour autant que le pâtir ne se réduit pas nécessairement à une pure passivité ou négativité, qu'une opérativité ou une positivité propre au pâtir est pensable et justifiable, qu'on peut défendre l'idée d'un travail de la peine s'effectuant pour le bien du sujet dans différentes situations de l'existence (travail, emprisonnement, maladie). Cette approche, défendue aujourd'hui par certaines écoles de criminologie et de psychanalyse (Garapon, 2001 ; Salas 2005), conduit à rapprocher la peine du travailleur de la peine du criminel, de celles du malade ou de l'homme pêcheur ; elle convoque un modèle thérapeutique d'inspiration à la fois platonicienne (*République*, I) et chrétienne (Pascal, 1994 [1666]) promouvant la peine comme opérateur de redressement, de réintégration dans la communauté des hommes, voire de rédemption et de salut, selon un axe double allant du plan psychologique au plan sociologique, et du plan moral au plan spirituel. La perspective

chrétienne nous montre qu'il est des passions salvatrices, des passions qu'il ne s'agit pas d'exorciser mais de vivre pleinement. Le travail peut être également pensé dans cette catégorie eschatologique sécularisée, à condition de ne pas confondre celle-ci avec le dolorisme qui est une idolâtrie de la peine en tant que telle, le culte d'un pâtre non-agissant. Il convient donc de ne pas faire de la tension entre l'agir et le pâtre du travail une opposition simpliste, mais de reconnaître une certaine positivité du pâtre, moteur d'une demande inépuisable de sens, comme le signale Caroline Bauer dans sa contribution.

## **Contexte du projet**

Certaines des contributions ici rassemblées ont fait l'objet d'une première élaboration lors d'une journée d'étude franco-italienne de philosophie économique tenue à l'Université catholique de Lyon le 7 janvier 2021 dans le cadre des travaux de l'IHRC (*International Human Being Research Center*), fruit d'un partenariat de recherche entre l'Università degli Studi di Perugia, l'Université Catholique de Lyon, la Pontificia Universidade Católica do Rio de Janeiro et l'Istituto Universitario Sophia di Loppiano. L'évènement, organisé par l'Unité de Recherche CONFLUENCE : Sciences et Humanités de l'Université catholique de Lyon, associait des chercheurs français et italiens issus de différentes universités (IUS, UNIPG, UCLy). S'adressant à des philosophes et à des économistes en premier lieu, mais ouverte également aux sociologues, aux psychologues et aux théologiens intéressés par la problématique du travail, cette journée d'étude articulait des approches « terrain » et des approches plus théoriques et spéculatives sur la question du travail et de sa dualité fondamentale. Ce sont ces dernières, quatre au total, trois écrites par des philosophes (Massimiliano Marianelli, Serena Meattini, Emmanuel Gabellieri), une par un économiste (Giuseppe Argiolas), qui ont été finalement retenues au terme du processus de sélection dans le présent numéro, les auteurs susnommés ayant accepté de conformer leurs études aux règles éditoriales et aux exigences scientifiques de la *Revue CONFLUENCE : Sciences & Humanités*. Nous les remercions de leurs engagements.

D'autres contributeurs non issus de l'équipe initiale, théologien, juriste psychologue, sont venus ensuite s'associer au projet. Intéressés de quelque manière par le sujet, ils ont répondu à l'appel à proposition de numéro thématique et soumis une proposition qui a été finalement retenue. Leurs apports ont permis d'enrichir les points de vue, de multiplier les approches, de découvrir de nouveaux terrains. Ils ont été décisifs pour que se réalise ce projet éditorial. Que ces auteurs soient également remerciés.

Arrivés au terme de cette introduction, nous voudrions pour finir dire quelques mots sur chacune des contributions du présent numéro, en incluant dans le panel l'entretien avec Pierre-Yves Gomez. Il ne s'agit pas de proposer des résumés – ils feraient doublons avec ceux des auteurs, lesquels se sont fort bien acquittés de cette tâche, et souffriraient sans doute de la comparaison avec ces derniers –, mais de souligner succinctement la façon dont ces études font, chacune à leur manière, jouer (raisonner ?) cette ambivalence de l'agir et du pâtre dans les analyses qu'elles développent sur le travail.

## **L'agir et le pâtre du /au travail à l'étude**

Dans l'entretien qui ouvre cette série d'études, nous avons voulu interroger Pierre-Yves Gomez, spécialiste internationalement reconnu des questions relatives au travail et à la gouvernance des entreprises. L'auteur développe à de nombreuses reprises dans ses derniers ouvrages des analyses sur le comportement apparemment paradoxal du travailleur des sociétés modernes post-industrielles, tout à la fois victime et responsable de son propre sort. Il nous le figure volontiers sous la forme d'un écureuil tournant jusqu'à épuisement dans la roue de sa cage, ou encore d'un citoyen dans l'atavisme du fait de sa double affiliation à deux cités en guerre, cité du consommateur d'un côté, cité du travailleur de l'autre. Il revient notamment sur cette ambivalence du travailleur moderne dans l'entretien qui va suivre, évoquant au passage l'inspiration augustinienne qui, souterrainement

mais fondamentalement, l'âme. Semblable dualité se retrouve aussi du côté des propositions et préconisations. Par exemple, lorsque l'auteur souligne la nécessité en même temps que l'insuffisance d'une conversion personnelle à la sainteté (écologique et politique), ou l'intrication des deux responsabilités, individuelle et collective, dans les transformations en cours du travail humain. Nous voyons là une illustration particulièrement intéressante du clivage entre l'agir et le pâtir du travail : cette dramatique du travail dont la scène se déroule en nous-même, alors même que ses ressorts renvoient à des dynamiques économiques qui dépassent largement l'échelle individuelle (Elias, 1943). L'ambivalence selon Pierre-Yves Gomez se duplique du reste aussi à l'autre pôle, celui de la consommation, en même temps qu'elle instaure une tension entre les deux polarités. Si le travailleur agit et surtout pâtit (de plus en plus) en tant que travailleur, il agit et pâtit aussi (addiction) en tant que consommateur. Pour couronner le tout, son action en tant que consommateur le fait pâtir en tant que travailleur. Toutes ces interactions sont finement analysées dans l'ensemble de l'œuvre économique de Pierre-Yves Gomez et font l'objet dans l'entretien d'une reprise synthétique.

L'étude suivante porte la signature de Caroline Bauer, théologienne qui inscrit sa contribution dans le sillage du programme de recherche wébérien sur l'ascétisme protestant intramondain (Weber, 1905). Mais elle s'en démarque et l'enrichit singulièrement en soulignant l'importance de la dynamique du don (recevoir et donner) dans l'approche calviniste du travail. C'est cette vision d'une dynamique du don, « du don de Dieu à soi, et de soi au prochain comme un retour à Dieu » (voir *infra*), d'une logique du don où « tout peut et doit être tourné, et retourné » (*Ibid.*), qui confère au travail le statut d'opérateur du passage du niveau individuel au niveau collectif, et qui permet de concilier dans l'expérience de travail les dimensions de l'individuel, du spirituel et du social. Une perspective de transformation de soi, de conversion dans et par le travail, domine la pensée calvinienne, ouvrant ainsi la voie à une compréhension profondément enrichie de cette épreuve qu'est le travail : ni pure négativité, ou simple peine, d'une part, ni affaire purement individuelle et mondaine, d'autre part, puisque la conversion est une conversion à la vie fraternelle, à la communion. Nous voilà déportés bien au-delà d'une perspective purement productiviste du travail (« la vocation est indifférente au résultat produit », voir *infra*). Un point particulièrement intéressant concerne la valorisation du concept d'abondance chez Calvin : le travail est, pour le Réformateur, gestion d'une abondance divine mal répartie et qu'il s'agit donc incessamment de redistribuer (de gérer), et non, comme le postulent les modernes, activité essentiellement productrice de biens au sein d'un champ de rareté. L'enjeu reste toujours la communion fraternelle (ce qui suppose l'absence d'une disproportion telle qu'elle suscite la convoitise) et avec Dieu. Il est clair que ce faisant, Calvin rejoint des préoccupations écologiques modernes, mais en les associant paradoxalement (et d'une manière intéressante) à une abondance et à une grâce surnaturelle – notions qu'on a peine aujourd'hui à tisser avec une pensée de l'écologie.

Emmanuel Gabellieri, philosophe, propose ensuite de revisiter une approche philosophique moderne du travail, celle de Simone Weil, elle-même héritière du socialisme chrétien (notamment Proudhon), qui se présente comme l'une des plus puissantes tentatives de « désarraisonnement » du travail hors du domaine de la pure négativité où les anciens, mais aussi nombre de modernes, n'ont eu de cesse de le reconduire. Le travail pour Simone Weil ne se réduit pas à l'instrumentalité ; il n'est pas une « activité radicalement transitive » (voir *infra*), et valoriser le travail ne consiste pas à verser dans le culte contemporain de la productivité. L'idée d'un travail comme pure soumission à la nécessité, lieu de privation de la liberté et de la pensée, que l'on retrouve aussi bien dans la pensée grecque sur le travail que chez les modernes comme Arendt (1963) et Habermas (1999), repose sur une fausse appréciation de la relation entre pensée et action. Il ne s'agit pas d'idéaliser le travail, ni de nier sa dimension intrinsèque de pénibilité, mais de déplacer l'opprobre du travail sur ce qui en fait office : le productivisme, pratique qui est une négation du travail humain selon Simone Weil, si ordinaire et si promue idéologiquement soit-elle aujourd'hui par nos formes modernes de technocratie. Comme chez Calvin mais d'une autre manière que ce dernier, le travail est, pour Simone Weil, un opérateur permettant de relier différentes dimensions de l'expérience. Car en mettant en rapport dans son travail des moyens et des fins par l'intermédiaire de la pensée, le travailleur renoue et répète à son échelle le



pacte de la création, « pacte de l'esprit avec l'univers » (voir *infra*) ; il se réaffilie au Logos. Emmanuel Gabellieri note avec intérêt combien cette intuition weilienne d'un travail proprement eucharistique a porté ses fruits dans l'ergonomie contemporaine (Daniellou, 1995 ; Wisner, 1996), comme dans les débats modernes sur la place du don dans l'économie (Grévin, 2015).

Dans l'article suivant, l'économiste Giuseppe Argiolas aborde la responsabilité sociale des entreprises à la lumière de la primauté du facteur de la connaissance, centrale dans l'évolution historique des sociétés modernes. Force est de constater la complexité croissante de nos sociétés, sociétés de la connaissance et de l'innovation, où l'agrégation des savoirs s'impose comme l'élément clé du développement socioéconomique. Nous habitons, semble-t-il, un monde « gouverné » par cette économie du savoir ; nous traversons une ère où la diffusion immédiate d'expertises et de technologies est érigée en levier essentiel du progrès collectif. Et bien sûr, les pratiques du management et la vie de l'entreprise, à partir de ses dynamiques internes comme dans son agir sociétal, *ad intra* et *ad extra*, ne peuvent que nous fournir un terrain fertile pour cultiver une intelligence multidimensionnelle du monde que nous habitons. Pour Argiolas, les entreprises à vocation sociale réussissent, mieux que les autres, à s'orienter et agir dans la complexification exponentielle de nos sociétés, dépassant la logique étroite de la rationalité instrumentale qui réduit la mission de l'entreprise à la recherche du profit, et activant une relationnalité créatrice qui anime une intelligence plus large, extra-économique, capable de promouvoir l'action des valeurs (hors prix) dans le choix des comportements et des alternatives possibles. Ainsi, articulant le « quoi » et le « comment », les entreprises à orientation sociale subordonnent, dans une perspective managériale, le résultat à la finalité, la production de biens à l'expérience du bien commun, en reconnaissant la centralité de la personne pour construire une communion interne et externe, dans et par le travail. Activer la communion, dit l'auteur, signifie vivre (avec) l'autre dans son irréductible singularité et considérer l'altérité, non comme un obstacle, mais comme la condition même de la communion entre les travailleurs ; cela signifie développer « une libre appartenance mutuelle », une « réciprocité en action » (Argiolas, 2014), en mesure de surmonter les conflits et de remplacer le silence par la parole. Une telle approche nous invite à repenser le management, préfigurant un management doté d'une profonde intelligence relationnelle, à savoir une intelligence qui s'efforce de (re)connaître la valeur créatrice de la communion dans ses diverses formes et manifestations.

Dans la perspective ouverte par l'économie civile (Genovesi, 2013 [1765]), tradition économique redécouverte grâce aux travaux de deux économistes italiens, Luigino Bruni et Stefano Zamagni (2004 ; 2016)<sup>5</sup>, le philosophe Massimiliano Marianelli interroge, d'abord, le sens de l'économie à l'épreuve de la crise entropique qui habite notre temps, de la fragilisation de la démocratie et des écosystèmes de vie jusqu'à l'accroissement des inégalités sociales... Comme Argiolas, Marianelli nous invite à redécouvrir le primat du relationnel lorsqu'on parle le langage propre à l'économie. Loin d'être une science de l'enrichissement égoïste, comme le voudrait le capitalisme moderne, la vocation originaire de l'économie s'inscrit, au contraire, dans la promotion des biens relationnels (Gui, 2015) ; elle s'appuie sur le respect de la personne, qui s'épanouit en se donnant aux autres, dans la réciprocité de besoins, valeurs et talents (Bruni, 2014). Elle se réalise, suggère l'auteur, dans la recherche du bien commun, en subordonnant les choses aux personnes, le profit au bonheur, les richesses à l'épanouissement de l'humain. C'est bien dans le cadre de cette vision « civile » de l'économie que Marianelli ouvre à la contribution de Serena Meattini, nous introduisant à l'humanisme d'Adriano Olivetti (1901-1960), industriel et ingénieur italien, dont la conception du travail rencontre celle de Simone Weil. De par sa nature même, le travail se présente, pour Weil comme pour Olivetti, comme ambivalent, à l'intersection, dit Marianelli, de l'agir et du pâtir, de la

---

<sup>5</sup> Dans le sillage de l'humanisme civil italien, l'économie civile est une école de pensée économique qui plonge ses racines dans l'œuvre d'Antonio Genovesi (1712-1769), dont les *Lezioni di economia civile* (Genovesi, 2013 [1765]) inscrivent le marché (affaire de *fides*, régi par le principe de réciprocité et d'entraide) au sein de la société civile. À l'encontre de la philosophie individualiste qui préside la naissance de la *Political Economy*, les économistes civils soulignent le sens (*télos*) relationnel de l'économie, pensant ensemble ce que la pensée libérale a tendance à séparer, à savoir la politique, l'économie et l'éthique.

liberté et de la nécessité, de la création et de la contrainte. La négativité propre au travail ne doit pas nous empêcher de le considérer comme la voie royale de la relation, de la réciprocité, et la (res)source privilégiée de la réalisation personnelle.

C'est d'ailleurs à partir de l'œuvre humaniste d'Adriano Olivetti que Serena Meattini, philosophe, aborde, dans son article, la crise de sens qui affecte aujourd'hui le monde du travail. Anticipant un certain nombre de pratiques qui s'inscrivent au cœur du management de nos jours (de la RSE à la GRH, passant par l'ergonomie), l'action entrepreneuriale d'Olivetti, dit l'autrice, est nourrie par la conscience de la portée éthique et politique de toute forme de travail ; elle est animée, de manière plus ou moins explicite, par une anthropologie personnaliste. Nous ajoutons : par une intelligence de la relation, à laquelle souscriraient certainement les « partisans » de l'économie civile. Profondément influencé par la pensée de Simone Weil (qu'il fait traduire en italien), Olivetti se fait porteur d'un nouvel humanisme du travail, incarné par l'organisation de l'usine d'Ivrée, véritable site d'expérimentation, où l'entrepreneur veut bâtir une « communauté concrète » (voir *infra*) : démocratique, décentralisée, au service de l'épanouissement des travailleurs. Comme l'art et la science, et contrairement à la philosophie de Hannah Arendt, le travail est, pour Olivetti, une médiation, un metaxy (selon les termes de Platon), un pont entre l'esprit et la matière, orienté éminemment vers un au-delà qui en constitue le sens ; il est à la fois expérience de liberté et de communion, source de création collective et de réalisation personnelle, et principe de communauté. Dans la partie finale de sa contribution, Serena Meattini souligne, non pas tant l'actualité de l'humanisme d'Olivetti que sa postérité, relevée par le lien entre le monde de l'art, l'expérience du travail et le projet entrepreneurial.

La contribution suivante est celle du juriste et ethnologue Didier-Prince Agbodjan. L'auteur développe un concept original et suggestif pour notre thème, celui de « risque pâtissant de l'agir laborieux » (voir *infra*). Plus que toute autre, le travail est une « activité à caractère pâtissant » (voir *infra*), d'où la nécessité de protéger celui qui l'exerce (droit au travail) et symétriquement, de lui laisser le libre choix de son travail (liberté du travail). Réaliser ces conditions suppose donc un droit et des institutions *ad hoc*. L'auteur rappelle à cet effet les grands textes législatifs et constitutionnels qui, depuis plus de deux siècles, ont institué un droit au travail en France, et les institutions qui historiquement s'y rattachent : des Ateliers nationaux de la Révolution à l'OIT aujourd'hui. Didier Prince-Agbodjan revient aussi sur ce vieux dilemme juridico-philosophique entre droit au travail et droit du travail (Supiot, 1994), et sur le clivage institué par le droit au travail en voie de constitutionnalisation entre les pauvres valides (aptes au travail) et les pauvres invalides, seuls éligibles au secours (Castel, 1995). Il soutient la thèse polémique d'un effacement maximal, quoique non absolu (sauf à revenir au « travail forcé ou obligatoire ») du dilemme, jugeant que le droit au travail est déjà dès l'origine un droit des conditions de travail (durée, rémunérations, conditions d'hygiène et de sécurité font partie de ce dont il traite), tout en soulignant symétriquement la subordination de la liberté de choix à l'existence d'institutions effectives garantissant une allocation de ressources. Il s'agit toujours, au fond, de reconnaître « un lien entre ces conditions macrosociales et politiques et l'effectivité d'un agir laborieux jugulant le risque pâtissant » (voir *infra*). Illustration intéressante : le concept de liberté forgé par Amartya Sen à partir de sa *capability approach*, exemple même d'une notion incluant les deux dimensions de l'agir et de la protection contre les risques pâtissants du travail (Sen, 2001).

Le numéro s'achève sur l'étude de Pierre-Éric Sutter, Loïc Steffan et Dylan Michot : enquête sur le phénomène de l'éco-anxiété des travailleurs, aujourd'hui en notable développement. Il existe assurément de nos jours un pâtir éco-anxieux chez nombre de travailleurs, et l'éco-anxiété est « l'objet de pâtir non [encore] identifié ». Contrairement en effet aux expressions usuelles de l'anxiété, son étiologie est très difficile à cerner, dans la mesure où, pareille en cela à l'angoisse pascalienne, l'éco-anxiété n'est pas rapportable à un objet précis. Les auteurs montrent de façon intéressante que l'éco-anxiété et l'agentivité des travailleurs sont généralement en rapport inverse l'un de l'autre ; que celle-là n'est pas l'apanage de la jeunesse, ni même d'un certain milieu. Leurs conclusions sont robustes et étayées sur des données statistiques. Mais l'aspect qui nous paraît le plus

intéressant en lien avec notre thème est celui de la proximité de l'éco-anxiété avec la maladie. L'éco-anxiété au travail n'est pas assimilable à une maladie *stricto sensu*, elle est plutôt la conséquence sur le plan affectif et psychologique d'un certain type de travaux jugés comme impactant négativement l'environnement et la société. Mais si l'éco-anxiété au travail n'est pas une maladie, elle la frôle : il existe des seuils et des stades d'éco-anxiété, des échelles reconnues de l'éco-anxiété ; des outils se développent permettant de la « diagnostiquer », et l'éco-anxiété devenue chronique est assurément un phénomène pathologique. On court cependant un risque, fort bien souligné par les auteurs, à vouloir intégralement pathologiser l'éco-anxiété : celui de s'empêcher de voir en elle une ressource paradoxale pour l'innovation et la transformation par le travail, l'opportunité qu'elle représente en tant qu'incitation à l'action (Dejours, 1980). L'éco-anxiété est certes un pâtre, mais elle peut être également la source d'un agir auquel nous risquons de rester aveugle si l'on ne prend garde à ne voir en elle qu'une maladie.

Dans les pages qui vont suivre, le lecteur pourra ainsi découvrir un ensemble de réflexions qui cherchent à se compléter par leur diversité d'approches et de méthodologies. Certes, les contributions ici présentées ne couvrent pas tous les champs ni tous les aspects de la problématique de l'agir et du pâtre du travail. Mais il nous semble tout de même qu'elles permettent au lecteur d'en mieux mesurer la richesse et la pertinence. Il s'agit par ailleurs d'une pluralité de regards qui se tournent pourtant vers le même phénomène : cette ambivalence *du, dans et par* le travail qui ouvre sur une observation privilégiée de soi, des autres et de la société. En cela, le travail est moins une activité-passivité humaine qu'une expérience directe de l'humain dans son irréductible complexité.

## Bibliographie

- ARENDET, Hannah. [1958] 1983. *Condition de l'homme moderne*. Paris : Calmann-Lévy, 1983.
- ARGIOLAS, Giuseppe. 2014. *Il valore dei valori. La governance nell'impresa socialmente orientata*. Rome : Città Nuova.
- BERNOUX, Philippe. 2015. *Mieux-être au travail : appropriation et reconnaissance*. Toulouse : Octarès.
- BRAGUE, Rémi. 1992. *Europe, la voie romaine*. Paris : Critérion.
- BRUNI, Luigino. 2014. *La blessure de la rencontre. L'économie au risque de la relation*. Paris : Nouvelle Cité.
- BRUNI, Luigino et ZAMAGNI, Stefano. 2004. *Economia civile. Efficienza, equità, felicità pubblica*. Bologne : Il Mulino.
- BRUNI, Luigino et ZAMAGNI, Stefano. 2016. *Civil economy. An other idea of Market*. Newcastle : Agenda Publishing.
- CASILLI, Antonio. 2019. *En attendant les robots. Enquête sur le travail du clic*. Paris : Seuil.
- CASTEL, Robert. 1995. *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris : Fayard.
- CLOT, Yves. 1999. *La fonction psychologique du travail*. Paris : PUF.
- CLOT, Yves. 1995. *Le travail sans l'homme ? Pour une psychologie des milieux de travail et de vie*. Paris : La Découverte.
- DANIELLOU, François (dir.). 1996. *L'ergonomie en quête de ses principes*. Toulouse : Octarès.

- DEJOURS, Christophe. 1980. *Travail, usure mentale. De la psychopathologie à la psychodynamique du travail*. Paris : Bayard.
- DEJOURS, Christophe. 2009. *Travail vivant*. t. 2 : *Travail et émancipation*. Paris : Payot.
- DUBET, François. 2002. *Le Déclin de l'institution*. Paris : Seuil.
- ELIAS, Norbert. 1975 [1939]. *La dynamique de l'Occident*. Trad. de KAMNITZER, Pierre. Paris : Calmann-Lévy.
- FISCHBACH, Franck *et al.* (dir.). 2022. *Histoire philosophique du travail*. Paris : Vrin.
- FINLEY, Moses. 1984 [1980]. *Économie et société en Grèce ancienne*. Trad. de CARLIER, Jeannie. Paris : La Découverte.
- FINLEY, Moses. 1975 [1973]. *L'économie antique*. Trad. de HIGGS, Max Peter. Paris : Minuit.
- FORRESTER, Viviane. 1996. *L'horreur économique*. Paris : Fayard.
- GARAPON, Antoine. 2001. *Et ce sera justice : punir en démocratie*. Paris : Odile Jacob.
- GENOVESI, Antonio. 2013 [1765]. *Lezioni di economia civile*. Milan : Vita e Pensiero.
- GRAEBER, David. 2018. *Bullshit jobs*. Trad. de ROY, Élise. Paris : Les liens qui libèrent.
- GREVIN, Anouk *et al.* (dir.). 2015. *L'entreprise, une affaire de don*. Paris : Éd. Nouvelle Cité.
- GUI, Benedetto. 2013. Relational Goods. In: BRUNI, Luigino et ZAMAGNI, Stefano. (dir.), *Handbook on the Economics of Reciprocity and Social Enterprise*. Cheltenham (UK) : Edward Elgar Publisher, pp. 295-305.
- HATZFELD, Henri. 1971. *Du paupérisme à la Sécurité Sociale. Essai sur les origines de la Sécurité Sociale en France. 1850-1940*. Paris : A. Colin.
- HEGEL, G. W. Friedrich. 1940 [1820]. *Principes de la philosophie du droit*. Trad. de KAAN, André. Paris : Gallimard.
- HUGHES, Everett C. 1958. *Men and Their Work*. Glencoe: The Free Press.
- LOCKE, John. 1999 [1690]. *Traité du gouvernement civil*. Trad. de MAZEL, David. Paris : Flammarion.
- MAUSS, Marcel. 2007 [1924] *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Paris : PUF.
- MARCUSE, Herbert. 1968 [1964]. *L'homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*. Trad. WITTIG, M. Paris : Minuit.
- MÉDA, Dominique. 1995. *Le travail. Une valeur en voie de disparition*. Paris : Aubier.
- MÉDA, Dominique. 2018. *Le travail*. Paris : PUF, coll. Que sais-je ?
- MOSSÉ, Claude. 1966. *Le travail en Grèce et à Rome*. Paris : PUF, coll. Que sais-je ?
- PASCAL, Blaise. 1994 [1666]. *Prière pour demander à Dieu le bon usage des maladies*. Paris : Le Nouveau commerce.

- PLATON. 2008 [380-370 av. J.-C.]. *La République* », in *Œuvres complètes*. Trad. de BRISSON, Luc et LEROUX, Georges. Paris : Éditions Gallimard.
- RICŒUR, Paul. 2005. *Le juste, la justice et son échec*. Paris : Éditions de L'Herne.
- RIFKIN, Jeremy. 1997. *La fin du travail*. Trad. de ROUVE, Pierre. Paris : La Découverte.
- ROSANVALLON, Pierre. 2006. *La Contre-démocratie : la Politique à l'âge de la défiance*. Paris : Seuil.
- SALAS, Denis. 2005. *La volonté de punir : essai sur le populisme pénal*. Paris : Hachette.
- SCHUHL, Pierre-Maxime. 1938. *Machinisme et philosophie*. Paris : Alcan.
- SCHWARTZ, Yves. 1988. *Expérience et connaissance du travail*. Paris : Éditions sociales.
- SEN, Amartya. 2001. *Development as freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- SÉNÈQUE. 1989 [vers 49 ap. J.-C.]. *De Brevitate vitae*. Trad. de BOURGERY, Abel. Paris : Les Belles Lettres.
- SUPIOT, Alain. 1994. *Critique du droit du travail*. Paris : PUF.
- TERSSAC, Gilbert de. 1992. *Autonomie dans le travail*. Paris : PUF.
- TRENTIN, Bruno. 2012. *La Cité du travail. Le fordisme et la gauche*. Paris : Fayard.
- VATIN, François. 2008. *Le travail et ses valeurs*. Paris : Albin Michel.
- VATIN, François. 2014. *Le Travail. Activité productive et ordre social*. Paris : Presses universitaires de Paris Ouest.
- VERNANT, Jean-Pierre. 1965. *Mythe et pensée chez les Grecs*, t. 2. Paris : Maspero.
- VERNANT, Jean-Pierre et VIDAL-NAQUET, Pierre. 1988. *Travail et esclavage en Grèce ancienne*. Paris : éd. Complexe.
- VIALATOUX, Joseph. 1953. *Signification humaine du travail*. Paris : Les éditions ouvrières.
- WEBER, Max. 1964 [1905]. *L'éthique protestante et l'Esprit du capitalisme*. Trad. de CHAVY, Jacques. Paris : Plon.
- WILL, Édouard. 1999. *Historica graeco-hellenistica. Choix d'écrits 1953-1993*. Paris : De Boccard.
- WISNER, Alain. 1995. *Réflexions sur l'ergonomie (1962-1995)*. Toulouse : Octarès.